

Belgium-Salzinnes: IT services: consulting, software development, Internet and support

OJ S 35/2017 18/02/2017

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: eWBS

Postal address: Chaussée de Charleroi 83B

Town: Salzinnes

Postal code: 5000

Country: Belgium

For the attention of: Adam Ludovic

E-mail: ludovic.adam@ensemblesimplifions.be

Telephone: +32 81409864

Fax: +32 81409801

Internet address(es):

General address of the contracting authority: www.ensemblesimplifions.be

Address of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=247670>

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: RW-SpW-SG-DSJ-Direction du Support juridique

Postal address: Place de la Wallonie 1 Bat II

Town: Jambes

Postal code: 5100

Country: Belgium

For the attention of: Monsieur Louis-Philippe Derock

E-mail: edimestre-marchespublics@wallonie.be

Telephone: +32 81333159

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Other: Simplification administrative et e-gouvernement

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1.

Title attributed to the contract by the contracting authority

Accompagnement à la mise en oeuvre d'un catalogue des démarches.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 27: Other services

NUTS code BE35 Prov. Namur

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

EWBS a développé un Catalogue des démarches administratives (ci-après dénommé Catalogue), qui est un référentiel centralisé des démarches administratives proposées par les pouvoirs publics aux usagers.

Le Catalogue est utilisé pour alimenter différents portails publics généralistes ou spécialisés (appelés sites de destination), comme par exemple l'ABC des Démarches sur les portails web de la Région wallonne (<http://www.wallonie.be>) et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (<http://www.federation-wallonie-bruxelles.be>).

Les contenus du Catalogue sont gérés de manière décentralisée par des contributeurs au sein des institutions participantes. Chaque démarche suit un processus de validation jusqu'à sa publication. Une équipe coordonne ces publications et assure la cohérence globale de l'ensemble et le respect des consignes rédactionnelles.

Dans le cadre de sa fonction de coordination du Catalogue, eWBS souhaite donner la possibilité aux administrations bénéficiaires de recourir, par l'intermédiaire d'une centrale de marché, à des experts externes pour les accompagner dans la structuration, la rédaction et la gestion de l'information relative aux démarches administratives en vue de les intégrer au Catalogue.

II.1.6. CPV code(s)

72000000 IT services: consulting, software development, Internet and support

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Estimated value excluding VAT:

Range: between 209 000 and 600 000 EUR

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 3

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 12 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Voir le cahier des charges.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Voir le cahier des charges.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Le groupement éventuel d'opérateurs économiques prendra la forme d'une société momentanée qui doit être d'une forme existante en droit belge.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Par le seul fait de participer à la procédure de marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

L'attention est attirée sur le fait qu'avant l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier que les causes d'exclusion ne sont pas rencontrées dans le chef du soumissionnaire. Il peut inviter le soumissionnaire à produire les documents et preuves mentionnés à l'article 61 précité.

Le pouvoir adjudicateur a le droit de vérifier, à n'importe quel moment de la procédure d'attribution du marché, si cette déclaration sur l'honneur est exacte ou si elle concorde toujours avec la réalité, en réclamant au soumissionnaire les documents et certificats visés à l'article 61 §3, 62 et 63.

Le pouvoir adjudicateur procède en tout cas à la vérification de la situation du soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire, avant de prendre la décision d'attribution.

Le pouvoir adjudicateur a le droit de vérifier, à n'importe quel moment de la procédure d'attribution du marché, si cette déclaration sur l'honneur est exacte ou si elle concorde toujours avec la réalité, en réclamant au soumissionnaire les documents et certificats visés à l'article 61 §3, 62 et 63.

Le pouvoir adjudicateur procède en tout cas à la vérification de la situation du soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire, avant de prendre la décision d'attribution.

Le pouvoir adjudicateur a le droit de vérifier, à n'importe quel moment de la procédure d'attribution du marché, si cette déclaration sur l'honneur est exacte ou si elle concorde toujours avec la réalité, en réclamant au soumissionnaire les documents et certificats visés à l'article 61 §3, 62 et 63.

Le pouvoir adjudicateur procède en tout cas à la vérification de la situation du soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire, avant de prendre la décision d'attribution.

Le pouvoir adjudicateur a le droit de vérifier, à n'importe quel moment de la procédure d'attribution du marché, si cette déclaration sur l'honneur est exacte ou si elle concorde toujours avec la réalité, en réclamant au soumissionnaire les documents et certificats visés à l'article 61 §3, 62 et 63.

Le pouvoir adjudicateur procède en tout cas à la vérification de la situation du soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire, avant de prendre la décision d'attribution.

— En ce qui concerne les soumissionnaires enregistrés dans la Banque Carrefour des Entreprises (BCE), l'absence d'état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue de ces soumissionnaires sera directement vérifiée par le pouvoir adjudicateur qui consultera, par des moyens électroniques, les bases de données de la BCE.

— En ce qui concerne les cotisations de sécurité sociale et par application de l'article 60, §1 ARP, les soumissionnaires qui emploient du personnel assujetti à la loi du 27.6.1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sont dispensés de produire l'attestation de l'Office national de la sécurité sociale dont il résulte qu'ils sont en règle en matière de cotisations ONSS. En effet, la situation de ces soumissionnaires en matière de paiement de leurs cotisations de sécurité sociale sera vérifiée directement par le pouvoir adjudicateur qui consultera, par des moyens électroniques, les bases de données de l'O.N.S.S.

Les soumissionnaires étrangers peuvent vérifier les documents équivalents à communiquer dans le cadre de ce marché sur le site suivant:

<http://ec.europa.eu/markt/ecertis/searchDocument.do?clean=true&selectedLanguage=fr>

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: — une déclaration bancaire appropriée établie conformément au modèle figurant à l'annexe 3 de l'arrêté royal passation du 15 juillet 2011.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Afin de vérifier que le soumissionnaire dispose des moyens techniques pour exécuter le marché, la capacité technique des soumissionnaires s'appréciera par rapport aux données suivantes:

Qualité des prestations dans la réalisation de projets similaires

— Domaines couverts: les projets cités couvrent-ils le périmètre du marché?

— Quantité: nombre de projets similaires pertinents

— Qualité: qualité des projets similaires pertinents (prendre éventuellement contact auprès des personnes renseignées).

Adéquation des profils proposés

— La qualification du personnel pour le type de mission demandée (diplôme, expérience, compétences et aptitudes prouvées en matière de rédaction, d'analyse, de gestion de projet, d'utilisation d'une application web, de formation et d'accompagnement des services publics en général)

Afin de valider ces éléments, il est demandé aux soumissionnaires de remplir les exigences minimales de capacité technique suivantes et de joindre les éléments probants mentionnés à l'offre:

o Une liste de références dans la réalisation de missions comparables à l'objet du présent marché.

Afin de vérifier le respect de cette exigence, les soumissionnaires doivent joindre à leur offre

une liste mentionnant les projets qu'ils ont réalisés. Cette liste doit être présentée sous forme d'un tableau avec les informations suivantes:

- o Nom du projet
- o La nature exacte des études et travaux réalisés
- o La période de réalisation
- o Le destinataire public ou privé des prestations
- o L'indication de la part du marché et la nature des prestations que le prestataire de services a éventuellement sous-traité.
- o Disposer d'une équipe de projet (minimum 3 profils distincts au total) ayant une expérience en matière:
 - o d'organisation, de documentation et de rédaction de textes à propos des démarches administratives et de l'offre des services publics, (minimum 2 profils distincts pour ce poste)
 - o d'encodage informatique ou de secrétariat,
 - o de formation et d'accompagnement des agents du service public,
 - o de gestion de projet

Afin de vérifier le respect de cette exigence, les soumissionnaires doivent joindre à leur offre une liste des personnes constituant l'équipe projet, sous la forme d'un tableau reprenant, pour chaque membre de l'équipe projet:

- o Le périmètre de ses interventions dans le cadre de la présente mission (se référer aux rôles décrits au point 2.2)
- o son curriculum vitae (incluant la preuve d'une formation dans l'expertise souhaitée)
- o ainsi que l'intitulé et une brève description des projets auxquels il a participé dans les trois dernières années.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Classe: N/A, Catégorie: N/A.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Description méthodologique. Weighting 60
2. Prix. Weighting 30
3. Aspect général de l'offre. Weighting 5
4. Compréhension du contexte d'eWBS. Weighting 5

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

eWBS-S1.99.00-16K27-F02_0

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 18.4.2017 - 14:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

18.4.2017 - 14:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 18.4.2017 - 14:00

Place:

Locaux d'eWBS

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

Le marché a une durée totale de maximum 4 ans (à compter de la date figurant sur la notification d'attribution du marché).

Reconduction conformément à l'article 37 §2 loi du 15.6.2006.

Le présent marché est conclu pour une période de 1 an. A l'échéance de cette période, la durée du marché est prorogée automatiquement d'une année supplémentaire. Chacune des parties peut toutefois mettre fin au marché moyennant notification d'un préavis par lettre

recommandée à l'autre partie 3 mois avant cette échéance.

Les documents liés au marché sont gratuitement téléchargeables via l'adresse reprise en section I de l'avis de marché.

Le cas échéant, l'urgence est invoquée en vue de bénéficier d'une réduction du délai minimal de réception des offres.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'Etat

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: — demande de suspension en extrême urgence: requête introduite le plus rapidement possible; le délai pour le recours en suspension est de 15 jours à dater de la publication, de la communication ou de la prise de connaissance de l'acte selon le canal par lequel le réclamant a été informé de la décision (avis d'attribution, lettre d'information ou aucun des deux = date de prise de connaissance) — demande d'annulation: 60 jours à partir de la connaissance de la décision. NB: le président du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire concerné peut également statuer au provisoire (article 584 du Code judiciaire). Ce tribunal est seul compétent pour les contestations au fond portant sur un droit civil (ex: octroi de dommages-intérêts...). Le président doit être saisi le plus rapidement possible et le tribunal, dans un délai de 5 ans (article 2262 bis du Code civil).

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Secrétariat général — Direction du Support juridique

Postal address: Place de la Wallonie 1 Bat II

Town: Jambes

Postal code: 5100

Country: Belgium

E-mail: edimestre-marchespublics@wallonie.be

Telephone: +32 81333159

VI.5. Date of dispatch of this notice

14.2.2017